Appel pour une gouvernance mondiale, le «Pacte des peuples»

24/01/2014 à 6h34

Le Collegium International a lancé un Appel pour une « gouvernance mondiale » adressé au Secrétaire général des Nations unies en vue d'être soumis à la considération du prochain Sommet G20 ainsi qu'au Président de la République française, hôte de la Conférence planétaire Paris-Climat 2015.

> *Pareille réflexion ne peut être conduite que par des personnalités ayant exercé de hautes responsabilités politiques, académiques ou économiques mais qui, désormais en retrait des affaires du monde, sont libérées des contingences électorales, capables de penser au-delà des intérêts de leur génération, de leur pays ou de leur groupe social.*

Signataires : Michel Rocard, Milan Kucan, Michael W. Doyle, Edgar Morin, Saskia Sassen, René Passet, Michèle Sabban, Bernard Miyet, Sacha Goldman, Fernando Henrique Cardoso, Christiane Hessel, William vanden Heuvel; Peter Sloterdijk, Ruth Dreifuss, Nicolas Bordas, Joseph Stiglitz…

Le site du **Collegium International**

Le monde fait face à une conjonction de crises d'envergure mondiale sans précédent dans l'histoire: épuisement des ressources naturelles, atteintes à la biodiversité, bulles financières et faillites bancaires, déshumanisation du système économique, désagrégations sociales, accroissement des inégalités et de la précarité, montée des intolérances, **contestation des élites politiques**, famines, pénuries, pandémies virales…

Cette évolution, qui s'est opérée dans un contexte d'incontrôlable expansion et de révolution technologique des

communications, **résulte pour une large part d'une crise majeure de la pensée et du sens et de la détérioration de la matrice des valeurs.** […]
Il est évident que la souveraineté populaire, qui constitue le socle de la plupart des régimes politiques, n'incite pas les dirigeants à consacrer l'intérêt requis aux crises qui surviennent aux antipodes ou à s'intéresser aux problèmes de long terme, compte tenu des contingences et échéances électorales. Ces contradictions ne naissent pas d'une difficulté passagère, mais sont consubstantielles à notre mode d'organisation démocratique du monde. En effet les instances multilatérales ne disposent pas de cette légitimité démocratique directe, indispensable à l'instauration de normes contraignantes. Nul ne peut toutefois imaginer qu'une éventuelle société puisse se construire sur le principe d'un Etat-nation étendu à l'échelle planétaire-monde.
Libération